

DES MILIEUX DIRIGEANTS
DYNAMIQUES ET OUVERTS
AU MONDE

139

Prendre la mesure du bouleversement des mentalités et des comportements des milieux dirigeants espagnols depuis les derniers temps de l'Espagne franquiste, il y a un peu plus de trente ans seulement, l'espace d'une génération, peut paraître vertigineux.

À l'époque, des élites réactionnaires ou technocratiques, profondément cléricales et autoritaires, volontiers xénophobes et naturellement malthusiennes ; face à elles une opposition à la fois occulte et effervescente, tentée par le radicalisme dont l'expression extrémiste, sauvage et impitoyable s'incarnait dans le terrorisme basque.

Aujourd'hui une vie politique animée et pluraliste, un consensus affiché sur les mécanismes de l'économie de marché, la perception intense de diversités culturelles et régionales, la conviction partagée que l'avenir de l'Espagne se joue au-delà de ses frontières, la recherche de libertés et de solidarités nouvelles.

L'inspiration commune de ces perceptions et aspirations désormais convergentes procède d'un sentiment de confiance qui, allié à la traditionnelle fierté espagnole, a fait perdre à celle-ci une part de son caractère ombrageux pour lui donner un aspect conquérant.

Pour autant les milieux dirigeants espagnols sont loin d'être homogènes. Dans un concentré saisissant, se mêlent les groupes sociaux entre lesquels s'est transmis en France le pouvoir dominant à travers tant de convulsions et d'affrontements politiques et sociaux.

L'aristocratie demeure installée notamment par l'effet du plein réta-

blissement de la royauté, même si le roi prend garde à ne jamais apparaître au milieu d'une cour qui rappellerait les temps anciens. Les titres conservent leur légitimité et leur rayonnement social, les Espagnols de la haute société portant souvent deux noms, celui de leur ascendance et celui de leur titulature à laquelle ils ne tiennent pas moins, attachés qu'ils sont à un protocole ancestral. Aujourd'hui encore, des titres sont décernés en marque de reconnaissance de la Nation, même si c'est de façon plus exceptionnelle que les décorations. Quant à l'armée, réduite en nombre par la professionnalisation, elle recouvre progressivement son lustre, à travers toutes les opérations de maintien de la paix auxquelles elle participe.

140 Et pourtant les ascensions sociales sont rapides et diversifiées. La fonction publique n'y concourt pas de manière déterminante. Certes quelques corps prestigieux demeurent, *letrados* du Conseil d'État en tout petit nombre, *abogados del Estado* (avocats de l'État), à un niveau moindre, inspecteurs des finances dont était issu José María Aznar. Mais la magistrature mise à part, le service de l'État est plus un passage qu'une carrière. Le système des dépouilles largement pratiqué au gré régulier des alternances crée un effet d'éviction ou du moins de tourniquet. Les talents du privé sont aspirés notamment lorsque le Parti populaire accède au pouvoir, le retour au milieu des affaires s'opérant naturellement lorsque les électeurs provoquent un changement de majorité.

Symptôme de son infériorité relative, la fonction publique est très mal rémunérée. Or, expression indéniable d'une influence anglosaxonne croissante, la conquête de l'argent est une marque répandue et parfaitement acceptée de la reconnaissance sociale. Les fortunes sont considérables, grossies par le décollage économique, le pullulement immobilier, le surgissement du monde des médias, qu'elles s'accumulent dans la continuité des dynasties franquistes ou dans le rapide enrichissement des dirigeants et consultants d'affaires ainsi que des couches supérieures des professions libérales, avocats, architectes... Les socialistes ne sont pas les derniers à l'admettre, allant jusqu'à prôner une politique d'allègement, voire de suppression de l'impôt sur les successions. L'Espagne vit en ses élites une ostentation de la fortune (villas luxueuses enfermées dans des espaces collectifs clos et protégés par des gardes privés, grosses cylindrées, fêtes somptueuses...), qui ne serait guère admise à un tel degré dans d'autres démocraties sociales européennes.

D'une manière générale, la violence verbale de certains affrontements politiques qui renvoie à des constantes du tempérament national espagnol ne doit pas occulter la réalité d'un consensus qui explique la force motrice des élites dirigeantes.

Au plan politique, l'Espagne est la seule grande démocratie pluraliste à avoir connu sur des sujets essentiels – justice, terrorisme, retraites... – des « pactes d'État » ou pactes sociaux qui expriment et enracinent un socle de convictions fondamentales partagées. Seule l'attitude à l'égard de l'ETA provoque encore de temps à autre des polémiques, notamment quand le gouvernement socialiste a tenté de trouver une solution politique « à l'irlandaise ». Mais le retour au primat de « la loi et l'ordre » qui a très rapidement suivi le constat de l'échec est à nouveau en voie de les estomper.

141

Au plan économique, il est bien difficile de faire la différence entre la politique des socialistes attachés au développement des entreprises, à la lutte contre l'inflation, à l'équilibre budgétaire, de celle du Parti populaire. La continuité est frappante entre les ministres des Finances successifs, malgré l'alternance, d'un Rodrigo Rato à un Pedro Solbes, le second à la fois prédécesseur et successeur du premier.

Au-delà des simples convergences, il y a un accord profond, forgé par un attachement viscéral à la démocratie vécue comme une conquête et non comme un *statu quo*, qu'exprime le pacte social fondamental, à savoir le roi et la Constitution, à tel point que le « jour de la Constitution », anniversaire du référendum d'adoption, chaque 6 décembre, est un jour férié.

Sur un plan plus personnel et individuel, il serait significatif de faire ressortir dans l'Espagne d'aujourd'hui le rôle de « ces passeurs d'affaires et de démocratie », personnalités puissantes et rayonnantes, issues de la période de la transition post-franquiste, ancrées au centre gauche mais développant leurs amitiés, leurs contacts et leurs affaires avec tous les milieux dirigeants, selon des méthodes à la fois personnelles et sociales primant sur toute autre considération objective.

Deux d'entre eux, décédés en juillet 2007, illustrent ce phénomène. Rodrigo Uribe, dirigeant d'un des grands cabinets d'affaires, ami du roi, de personnalités libérales de la droite comme de la plupart des dirigeants socialistes, membre de nombreux conseils d'administration, dont celui de Saint-Gobain, comme de conseils de grandes institutions

culturelles nationales ; Jesus de Polanco surtout, patron du plus grand groupe de communication espagnol et ibéro-américain, le groupe Prisa, qui couvre l'édition, la télévision, la radio, l'internet, désormais lié au groupe Le Monde, dont l'amitié et l'influence étaient recherchées de tous, ayant forgé son empire avec conviction et courage dans les temps troublés d'un après-franquisme encore mal assuré, laïque convaincu et pourtant affublé du sobriquet de « Jesus del Gran Poder » inspiré sur un mode de tendresse ironique par le nom d'une paroisse de Séville qui s'illustre dans les processions de la Semaine Sainte.

142 Sur le même modèle, on peut citer Gregorio Maranon, petit-fils du grand médecin, essayiste et homme d'État de la République, dont la famille a été élevée au marquisat par le roi, académicien, particulièrement reconnu et apprécié dans ses contacts d'affaires et activités de consultant, comme pour ses contributions à de grands projets culturels.

Ces élites ouvertes et mêlées sont aussi conquérantes. L'Espagne terre d'investissement étranger pousse désormais ses avantages économiques au-delà de ses frontières, ainsi en France au sein de grands groupes comme Gecina ou Eiffage.

Elles croient profondément en l'Europe qu'elles se sont appropriées comme un champ de valeurs et d'activités. Première à adopter le projet mort-né de Constitution européenne, la nation espagnole l'a fait avec un très large consensus.

Elles se sentent portées par l'avenir de la langue espagnole. L'Espagne est plus que jamais la tête de pont d'un hispanisme qui devient un phénomène mondial bien au-delà de la sphère traditionnelle d'influence de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale. Le rôle des minorités hispaniques aux États-Unis, dont la population s'élève à plus de quarante millions de personnes, s'affirme avec un effet de levier. Les Instituts Cervantès se multiplient à travers le monde et tout particulièrement en Europe centrale et orientale. En Scandinavie, l'espagnol est la langue étrangère la plus parlée et enseignée après l'anglais et désormais bien avant l'allemand et le français. Le véritable concurrent de notre langue n'est plus l'anglais – car la « bataille » est perdue –, mais l'espagnol avec de bien meilleures perspectives de succès, la francophonie se délitant au bénéfice d'un hispanisme dont le roi d'Espagne est consacré comme l'ambassadeur institutionnel aux termes mêmes de la Constitution.

L'Espagne se veut aussi atlantique dans la mesure où ses élites cultivent de plus en plus assidûment et intensément une culture anglo-saxonne et multiplient leurs liens avec les grands groupes d'affaires américains. Si le tropisme de José María Aznar a pris des aspects excessifs et politiquement ravageurs, la réalité des attaches et des liens demeure après l'alternance à tel point que la crédibilité du nouveau gouvernement socialiste a été jugée, même dans la presse de gauche, à l'aune du maintien de liens de reconnaissance et de respect à l'égard du grand allié d'outre-Atlantique.

L'Espagne se veut enfin creuset d'une société politique nouvelle qui se nourrit du pluralisme local et régional, à travers l'émergence et l'émulation des autonomies elles-mêmes porteuses d'une diversification des élites, et qui se donne pour vocation de reconnaître aux individus de nouveaux espaces solidaires de liberté dans le champ de l'égalité des sexes, de la diversité des orientations sexuelles garantie par le droit, de l'éducation à la citoyenneté, de la pédagogie du développement durable. Qui aurait pu prédire que l'Espagne naguère si imprégnée de catholicisme et de « machisme » serait, après les pays scandinaves et les Pays-Bas, le premier pays à consacrer le mariage homosexuel, à connaître le premier gouvernement paritaire, à combattre aussi vigoureusement par la loi la « violence de genre » sans qu'il y ait dans aucun de ces domaines au sein des milieux dirigeants d'affrontements et de crises politiques ?

143

Certes il ne faut pas céder à une vision trop idyllique.

L'Église catholique, même si elle est divisée et traversée de courants libéraux, demeure une force puissante de sourde résistance au risque d'une insidieuse et progressive marginalisation. Pour sa part l'Opus Dei conforte son influence, notamment au travers de son réseau d'enseignement supérieur.

S'il ne faut pas le mesurer à l'aune réductrice du terrible problème basque, un autonomisme trop radical risque de provoquer des fractures nationales en maintenant un doute persistant sur la prévalence d'une identité espagnole. Issus de traditions idéologiques pugnaces et contrastées, les milieux dirigeants espagnols sont encore menacés par des réflexes de raidissement chaque fois qu'il est touché à un point sensible de l'histoire nationale. Même si elle en prend le chemin sous l'impulsion du gouvernement socialiste de Zapatero, l'Espagne n'a pas encore accompli le long chemin de son travail de deuil après les années de guerre civile et de répression féroce.

Mais, indubitablement, l'horizon s'est ouvert, les conceptions se sont rapprochées, la confiance est revenue. Une synthèse originale se dessine entre un social-libéralisme imprégné de matérialisme et un progressisme libéré des carcans idéologiques et inspiré d'un idéalisme à la fois solidaire et libertaire.

Les élites espagnoles y contribuent de manière déterminante car, dans leur diversité et leur profusion, elles se renouvellent et s'adaptent sans renier leurs attaches historiques, convaincues que leur développement les projette nécessairement bien au-delà de leurs frontières naturelles.

R É S U M É

Le dynamisme des milieux dirigeants explique pour une large part l'intensité de la vie démocratique ainsi que la remarquable expansion économique et culturelle du pays. La démocratie est vécue comme une conquête partagée, garantie par le roi et la Constitution. Quelle que soit la diversité des élites espagnoles, de l'aristocratie traditionnelle aux passeurs d'affaires multipliant les contacts et les échanges bien au-delà des clivages politiques, une synthèse originale se dessine mue par un sentiment de confiance partagé. Elle associe un social-libéralisme imprégné de matérialisme et un progressisme inspiré d'un idéalisme à la fois solidaire et libertaire.